Photos : Pierre Matiçé

D'amours, de désamours

Noces d'or du couple franco-allemand

Un mariage de raison, des coups de canif, pour une même vision européenne.

Avec ou sans personnalités en conflit, avec plus ou moins de capacité à arrondir les angles en temps opportun, le rapprochement initial entre la France et l'Allemagne est à l'origine des Communautés européennes.

Et feu Pierre Gerbet, professeur émérite des universités à l'Institut d'études politiques de Paris, avance que, *«durant un demi-siècle, la solidité du couple franco-allemand et sa capacité d'action pour l'organisation de l'Europe ont connu des périodes contrastées, où le rôle des dirigeants a été décisif»*.

Charles de Gaulle, dès avant le traité de l'Elysée, propose une union de six Etats susceptibles d'harmoniser leurs politiques étrangères, économiques, culturelles et de défense. Il affronte le Benelux, soucieux de conserver une autonomie. De Gaulle oppose aussi son veto à l'adhésion de la Grande-Bretagne. Le désaccord se marque davantage encore lorsque Adenauer cède sa place à Ludwig Erhard. Et lorsqu'il s'agit d'étendre les pouvoirs de la Commission, le général pratique la politique de la chaise vide.

Plus tard, Georges Pompidou et Willy Brandt s'entendent sur la politique agricole, l'élargissement et l'objectif d'une union économique et monétaire. En revanche, les moyens préconisés divergent: soutien du franc, plein emploi et croissance, d'un côté, face à un mark fort, de l'autre.

Pompidou et Brandt restent en froid lors de l'ouverture de Bonn vers l'Est et sur la PAC (politique agricole). La France entame un divorce, se rapprochant de Londres. Nouveau chambardement lors de l'élection conjointe de Margaret Thatcher, Helmut Schmidt et Valéry Giscard d'Estaing. En 1974, le «couple» se met en place, vocable auquel les Allemands préfèrent le «tandem».

1,03
million d'élèves français apprennent l'allemand, 1,65 million d'Allemands, le français

On passe alors de la réconciliation à l'entente franco-allemande, dont l'objectif reste le renforcement des Communautés européennes, appuyées, non sans mal, par les Conseils des chefs d'Etat ou de gouvernement.

Paris et Bonn divergent sur la PAC, trop onéreuse selon les Allemands, mais convergent sur le Système monétaire européen. De quoi replacer la Grande-Bretagne en marge.

Au plan international, le couple embrasse une politique ni alignée sur les Etats-Unis, ni faiblarde à l'égard de l'URSS. A l'inverse des Etats-Unis, il joue la détente lors de l'invasion de l'Afghanistan (1979) par les troupes soviétiques.

A partir d'octobre 1982, le nouveau couple Mitterrand-Kohl (le pouvoir passe de droite à gauche d'un côté, de gauche à droite de l'autre) œuvre pour la poursuite de l'intégration européenne. Mais au plan économique, dans un premier temps tout au moins, il bat de l'aile, surtout lorsque le président protège davantage son pays de la concurrence du Japon et des Etats-Unis. Toutefois, lorsque François Mitterrand se résout à davantage d'orthodoxie économique, il reçoit le soutien monétaire de l'Allemagne. En contrepartie, Mitterrand prononce un discours au Bundestag (janvier 1983) sur l'intérêt de l'Allemagne à accepter sur son sol les missiles américains. Ce donnant-donnant circonstanciel replace Helmut Kohl à la chancellerie.

Luxembourg en appui

Les observateurs considèrent le tandem comme la base de l'Union européenne (1984) et de l'Acte unique européen (1986). Le couple, avec l'appui du président de la Commission, Jacques Delors, donne une impulsion définitive à la réalisation de l'espace économique sans frontières (stabilité des parités monétaires, puis, plus tard, monnaie unique), à la garantie des moyens budgétaires nécessaires au développement des Etats en retard de développement (Grèce, Irlande, Espagne, Portugal).

Kohl obtient aussi la brigade mixte (1988) franco-allemande ainsi que le soutien français lors de la réunification de l'Allemagne.

La fin du millénaire, la cohabitation (Chirac-Jospin) en France, la récession économique mettent en exergue les divergences entre les deux pays. Le moteur bicéphale ne tourne alors que par intermittence.

Les deux partenaires ne donnent pas le même sens à la monnaie unique (2000): souhait français, face à la Banque centrale européenne (BCE), d'un gouvernement économique, ce que l'Allemagne refuse au nom de l'indépendance.

Même tension (passagère) sur le pacte de stabilité et de croissance (les déficits budgétaires limités à 3%). C'est l'époque aussi, plus mesquine, où le couple divorce à nouveau lorsque, sans succès, Chirac tente d'imposer d'emblée Jean-Claude Trichet à la tête de la BCE.

Nouvelle consommation en 2002, lorsque, en chœur, Chirac et Schröder se déclarent hostiles à l'intervention américaine en Irak, après les attentats du 11 septembre 2001. Le couple Merkel-Sarkozy a vécu de semblables avatars dus aux relations amour-haine. Ce qui conduit le Pr Pierre Gerbet à conclure: *«La France et l'Allemagne n'ont plus le poids relatif qui leur avait permis d'être un véritable moteur de l'intégration européenne. Leur poids a diminué au Parlement, au Conseil et à la Commission. Mais elles peuvent continuer à jouer un rôle d'impulsion. A cet effet, le couple pourrait se renforcer en s'ouvrant à une famille de partenaires partageant leurs vues, à commencer par la Belgique, le Luxembourg, l'Espagne, la Pologne.»*

A nouveau le Luxembourg...

MICHEL PETIT

Un couple scelle l'Union

Trois questions à Jean-François Terral

L'ambassadeur de France à Luxembourg salue les acquis culturels et économiques.

Le Jeudi: «En quoi le traité de l'Elysée a-t-il encore un sens?»

Jean-François Terral: «Il est l'acte fondateur, historique, politiquement essentiel, d'une relation constamment enrichie. Aujourd'hui, cette relation va bien au-delà du texte du traité de l'Elysée: il y a eu Arte, la brigade franco-allemande, les conseils des ministres, toutes ces initiatives communes qui ont fait avancer la construction européenne, de Schengen à l'euro. Mais le socle politique reste le traité de 1962.»

Le Jeudi: «La priorité est-elle passée du culturel et de l'enseignement à l'économie et la finance?»

J.-F. T.: «Ces deux premiers secteurs demeurent essentiels: voyez ce manuel commun d'histoire utilisé dans les lycées et dans les classes franco-allemandes. Et allez à Nancy visiter le campus franco-allemand de Sciences-Po, avec ses jeunes étudiants totalement biculturels. Et quand je réunis à la Résidence les anciens élèves de l'ENA en poste dans les institutions européennes à Luxembourg, il y a presque autant d'Allemands que de Français.

Questions de priorité

Mais quand il s'agit de l'Union européenne, les deux pays joignent leurs efforts pour faire face aux crises. Cela dicte les priorités. Y compris quand nous avons des approches de départ différentes. On vient de le voir avec les difficultés de la zone euro, où, pas à pas, nous avons su surmonter nos divergences initiales, pour arriver à des positions communes, qui ont ouvert la voie, par exemple, à la création du FESF (Fonds européen de stabilité financière) puis du MES (Mécanisme européen de stabilité), à la taxation des transactions financières ou encore à la supervision du secteur bancaire.»

Le Jeudi: «Le Luxembourg, courroie de transmission entre la France et l'Allemagne?»

J.-F. T.: «Les courroies de transmission existent à tous les niveaux, qu'elles soient institutionnelles ou informelles. Exemple représentatif, au Quai d'Orsay, nous avons toujours plusieurs diplomates allemands, parfois même au niveau du Cabinet, et à l'Auswärtiges Amt il y a tout autant de Français. J'ai eu moi-même cette expérience: quand j'étais responsable, il y a quelques années, de la négociation et de la mise en place du visa Schengen, j'avais à mes côtés un diplomate allemand, mon collègue allemand un diplomate français, et tous les problèmes se réglaient par ce canal.

Maintenant, il est vrai que, comme le dit souvent Jean-Claude Juncker, les Luxembourgeois comprennent probablement mieux les Allemands que nous et qu'ils comprennent mieux les Français que les Allemands nous comprennent. Et que votre Premier ministre a souvent joué un rôle extrêmement utile, je pense notamment à la négociation du traité de Maastricht.»

PROPOS RECUEILLIS PAR M. P.

PASSE-PLATS, COURANT D'AIR

Et le Luxembourg, dans tout ça? Il est pris, pour paraphraser Jean-Claude Juncker, *«entre les deux influences culturelles, germanique et francophone»*. Etre luxembourgeois, en Europe, ajoute-t-il en substance, *«ne se résume pas à ce courant d'air dans lequel nous sommes pris»*.

Les (dés)accords multiples entre les deux grands n'obligent en rien le Luxembourg. Pas question ici de miser à tout-va sur une productivité au détriment des salaires, sur une flexibilité exacerbée qui ne garantisse pas l'efficacité économique. Des salaires à l'allemande, *«je ne veux pas de cela»*, ajoute-t-il. Europe ou pas Europe. Car, globalement, les «petits» n'ont pas vraiment de leçons à recevoir.

Même si, comme ses autres collègues, il doit bien admettre que la France et l'Allemagne sont, au plan financier, les plus exposés, les plus susceptibles de mettre la main à la poche communautaire. Car elles représentent plus de 40% de la contribution au mécanisme de stabilité. L'entente au sein du couple d'«or», pour le moment, reste indispensable à la sortie de la crise de la zone euro.

Lequel mise pourtant sur les «petits» pour assurer la bonne conduite des institutions qui apparaissent essentielles aujourd'hui. Par exemple, c'est le ministre néerlandais des Finances, Jeroen Dijsselbloem, qui succédera au Luxembourgeois à la présidence de l'Eurogroupe, dont le rôle n'est pas négligeable ces dernières années.

On pense aussi au Belge Herman Van Rompuy, reconduit récemment à la présidence du Conseil européen. Considéré naguère comme un simple organisateur, un passe-plats, il a pris une tout autre dimension par ses missions de réflexion et de proposition, notamment sur la gouvernance économique. Ou encore sur l'accord de décembre dernier relatif à l'union bancaire européenne par lequel la Banque centrale européenne est appelée à jouer le gendarme des banques.

«Les petits pays ont une vision de l'intérêt commun», relève Frédéric Allemand, du Centre virtuel de la connaissance de l'Europe (CVCE).

Et le Luxembourg, dans ce marasme financier ambiant, tient sa Place, peut peser de tout son poids bancaire.

En attendant, les pays «extra-couple» sont obligés d'adhérer à la vision franco-allemande et à ses applications sans lesquelles l'Europe stagne. Donc recule. Et ça, ce n'est jamais bon. Pour petits et grands.

MICHEL PETIT

L'esprit de Colpach préface le traité

Le berceau du couple franco-allemand

Les premières heures du partenariat entre les deux grands européens se sont égrainées dans ce village luxembourgeois.

Et si le partenariat, le couple franco-allemand était réellement né non en quelque palais élyséen mais, bien loin de là, sur la frontière luxembourgo-belge, entre Redange et Attert? A mille lieues de la Seine et du boul'Mich, mais sur le ru du Koulbich? A Colpach-Bas, entre Bonn et Paris?

Le couple, c'est ce que l'on appelle, dans les anciennes propriétés de la famille Mayrisch, *«l'esprit de Colpach»*. Ce hameau où, sous la houlette des Mayrisch, se réunissaient des intellectuels allemands et français. Qui, entre les deux conflits, imaginaient une tout autre Europe, basée sur la reconnaissance mutuelle plutôt que sur le rejet. Et axée sur une nouvelle organisation pacifiste et fédéraliste du Vieux Continent détruit par la Grande Guerre.

Mayrisch, un grand nom, une grande destinée, jamais locale mais toujours européenne sur une voie essentiellement franco-allemande.

La dynastie se forge d'abord un destin économique, industriel, sidérurgiste. Emile Mayrisch, né en 1862, internationaliste, imagine une réconciliation et des alliances entre pays appuyées sur le fer.

Il n'admet plus que le développement de l'économie aille de pair avec ce souci d'humilier les partenaires naguère défaits, anciens frères ennemis.

Il rédige des essais sur la réconciliation, politique et industrielle. Cet homme d'affaires, devenu entre-temps président du directoire de l'Arbed, prend langue avec ses collègues luxembourgeois, comme la famille Metz, mais aussi allemands, de Sarre qui ne sait alors sur quel pied danser, de Belgique.

Le marxiste et le capitaliste

Emile Mayrisch joue alors un rôle prépondérant dans cette Entente internationale de l'acier (1926), ni plus ni moins qu'une préface à ce que sera, au cœur de la guerre froide, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (1952).

L'Entente appellera même à sa table la Grande-Bretagne lorsqu'il s'agira de planifier le business du rail.

Dans ce contexte industriel, Emile Mayrisch (n'était-il pas l'industriel le plus important du Luxembourg?) assure un rôle de médiateur dès avant la guerre de 1914-1918, tentant le rapprochement des esprits, féconds plus que félons, de l'Allemagne et de la France. Ce, jusqu'à son décès accidentel sur les routes champenoises, en 1928.

Bien vite, autant qu'Emile, Aline Mayrisch, son épouse, née De Saint-Hubert, mâtine *«l'esprit de Colpach»* de son savoir littéraire et intellectuel.

Aline rassemble volontiers au château de Colpach des penseurs des deux pays soucieux de promouvoir l'idée d'une communauté de culture européenne. André Gide et Paul Claudel y ont leurs habitudes. Ils y côtoient Ernst Robert Curtius ou le philosophe Groethuysen. Détail piquant dans cet état de grâce intellectuel, ce philosophe marxiste taille la bavette avec le prince du capitalisme luxembourgeois!

Aline Mayrisch joue également un rôle primordial tant à l'adresse des Allemands que des Français. C'est de Colpach qu'elle met en relation l'Autrichien Rainer Maria Rilke et André Gide, dont elle assure la critique littéraire dans la revue avant-gardiste belge *L'Art moderne*. Inversement, dans *La Nouvelle Revue française*, elle fait découvrir Rilke aux Français. C'est elle aussi qui aide à la poursuite de la revue littéraire de Thomas Mann bien avant qu'il n'obtienne le prix Nobel de littérature.

Parmi ces esprits brillants qui œuvrent à Colpach, l'écrivain Annette Kolb ferme sans doute la boucle. De mère française, elle est condamnée à l'exil par le nazisme. Bien plus tard, son esprit européen libéral lui vaut une décoration. Qui lui est remise par Konrad Adenauer et Charles de Gaulle, ceux-là mêmes qui signèrent le traité de l'Elysée voici tout juste un demi-siècle sans plus de turbulences guerrières.

MICHEL PETIT